

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets, Direction de la Politique des déchets, une déclaration de collecte de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de collecte, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, Direction de la Politique des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés à la collecte des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de collecte.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, à la collecte des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets, Direction de la Politique des déchets, qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 1013/2006/CE concernant les transferts de déchets, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 8 juin 2011.

Ir A. HOUTAIN

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

[C – 2011/18255]

28 JUIN 2011. — **Décision du Comité de direction de la Banque Nationale de Belgique relative à la délégation de compétences en matière de marchés publics**

Le Comité de direction,

Vu la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique (ci-après appelée « la Banque »), l'article 19;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu la décision du 19 juillet 2005 du Comité de direction de la Banque relative à la délégation de compétences en matière de passation et d'exécution de marchés, telle que modifiée par la décision du 17 novembre 2009;

Attendu que le bon fonctionnement de la Banque nécessite que la délégation relative aux marchés publics soit affinée,

Décide :

Article 1^{er}. La compétence d'engager une procédure de marché public :

a) est déléguée par le Comité de direction par voie de l'approbation du budget, aux Chefs de service et de département concernés;

b) est déléguée, au cas où aucun budget n'est prévu ou si le budget approuvé est insuffisant :

i) au Chef de département ou de service autonome concerné, pour autant que le montant estimé ou le dépassement budgétaire estimé soit inférieur à 22.000 EUR;

NATIONALE BANK VAN BELGIE

[C – 2011/18255]

28 JUNI 2011. — **Besluit van het Directiecomité van de Nationale Bank van België betreffende de overdracht van bevoegdheden inzake overheidsopdrachten**

Het Directiecomité,

Gelet op de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België (hierna « de Bank »), artikel 19;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op het besluit van 19 juli 2005 van het Directiecomité van de Bank betreffende de overdracht van bevoegdheden inzake de gunning en uitvoering van opdrachten, zoals gewijzigd door het besluit van 17 november 2009;

Overwegende dat de goede werking van de Bank vereist dat de delegatie inzake overheidsopdrachten wordt verfijnd,

Besluit :

Artikel 1. De bevoegdheid om een overheidsopdrachtenprocedure in te zetten :

a) wordt door het Directiecomité verleend door de goedkeuring van het budget, aan de betrokken Dienst- en Departementchefs;

b) wordt, indien geen budget voorzien is of indien het goedgekeurde budget ontoereikend is, verleend aan :

i) de betrokken Departementchef of Chef van een autonome dienst, voor zover het geraamde bedrag of de geraamde budgetoverschrijding lager ligt dan 22.000 EUR;

ii) aux membres individuels du Comité de direction après l'avis favorable du Chef du Service Stratégie et Organisation, pour autant que le montant estimé ou le dépassement budgétaire estimé soit inférieur à 193.000 EUR;

Art. 2. La compétence de choisir le mode de passation est déléguée :

a) au Chef de l'Administration centrale des achats pour des marchés dont le montant estimé est inférieur à 193.000 EUR;

b) au Secrétaire général.

Art. 3. La compétence d'arrêter le cahier spécial des charges, de sélectionner ou d'exclure des candidats, d'écarter des soumissionnaires, de déclarer une offre irrégulière et de prendre des décisions concernant les phases de négociation, est déléguée :

a) au Chef de l'Administration centrale des achats après l'avis du Chef de service ou de département concerné pour des marchés dont le montant estimé est inférieur à 193.000 EUR;

b) au Secrétaire général.

Art. 4. La compétence de satisfaire aux obligations de publicité et de transparence, de renoncer à attribuer le marché ainsi que d'ouvrir les déclarations de candidature et les offres, est déléguée au Chef de l'Administration centrale des achats.

Art. 5. La compétence d'attribuer le marché, pour autant que le budget approuvé par le Comité de direction soit suffisant, est déléguée :

a) au Chef de l'Administration centrale des achats pour des marchés dont le montant est inférieur à 22.000 EUR et pour autant que le montant estimé n'ait pas été franchi;

b) au Chef de l'Administration centrale des achats après l'avis du Chef de service ou de département concerné pour des marchés dont le montant est inférieur à 67.000 EUR et pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une procédure négociée dans laquelle un seul candidat a été consulté et pour autant que le montant estimé n'ait pas été franchi;

c) au Chef de l'Administration centrale des achats de concert avec le Chef de service ou de département concerné pour des marchés :

i) dont le montant est inférieur à 67.000 EUR et pour lesquels il s'agit d'une procédure négociée dans laquelle un seul candidat a été consulté ou pour lesquels le montant estimé a été franchi;

ii) dont le montant est inférieur à 193.000 EUR et pour autant que le montant estimé n'ait pas été franchi;

d) au Secrétaire général pour des marchés dont le montant est inférieur à 193.000 EUR et pour lesquels le montant estimé a été franchi et pour des marchés dont le montant s'élève à au moins 193.000 EUR.

Art. 6. La compétence d'attribuer le marché, pour autant que le montant estimé ou le dépassement budgétaire estimé accordé conformément à l'article 1^{er}, b), ne soit pas dépassé, est déléguée :

a) au Chef de l'Administration centrale des achats pour des marchés dont le montant est inférieur à 22.000 EUR;

b) au Chef de l'Administration centrale des achats après l'avis du Chef de service ou de département concerné pour des marchés dont le montant est inférieur à 67.000 EUR et pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une procédure négociée dans laquelle un seul candidat a été consulté;

c) au Chef de l'Administration centrale des achats de concert avec le Chef de service ou de département concerné pour des marchés :

i) dont le montant est inférieur à 67.000 EUR et pour lesquels il s'agit d'une procédure négociée dans laquelle un seul candidat a été consulté;

ii) dont le montant est inférieur à 193.000 EUR;

d) au Secrétaire général pour des marchés dont le montant s'élève à au moins 193.000 EUR.

Art. 7. La compétence d'attribuer le marché pour lequel le budget approuvé par le Comité de direction est insuffisant ou pour lequel le montant estimé ou le dépassement budgétaire estimé accordé conformément à l'article 1^{er}, b), est dépassé, est déléguée au Secrétaire général, pour autant que le dépassement budgétaire soit inférieur à 193.000 EUR.

ii) de individuele leden van het Directiecomité na gunstig advies van de Chef van de dienst Strategie en Organisatie, voor zover het geraamde bedrag of de geraamde budgetoverschrijding lager ligt dan 193.000 EUR.

Art. 2. De bevoegdheid om de gunningswijze te kiezen, wordt verleend aan :

a) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie voor opdrachten waarvan het geraamde bedrag lager ligt dan 193.000 EUR;

b) de Secretaris-Generaal.

Art. 3. De bevoegdheid om het bestek vast te stellen, om kandidaten te selecteren of uit te sluiten, om inschrijvers te weren, om offertes onregelmatig te verklaren en om beslissingen te nemen met betrekking tot onderhandelingsfasen, wordt verleend aan :

a) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie na advies van de betrokken Dienst- of Departementchef, voor opdrachten waarvan het geraamde bedrag lager ligt dan 193.000 EUR;

b) de Secretaris-Generaal.

Art. 4. De bevoegdheid om te voldoen aan de bekendmakings- en transparantieverplichtingen, om af te zien van het plaatsen van een opdracht, evenals om kandidaatstellingen en offertes te openen wordt verleend aan de Chef van de Centrale Aankoopadministratie.

Art. 5. De bevoegdheid om de opdracht te gunnen, voor zover het door het Directiecomité goedgekeurde budget toereikend is, wordt verleend aan :

a) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie voor opdrachten waarvan het bedrag lager ligt dan 22.000 EUR en voor zover het geraamde bedrag niet overschreden is;

b) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie na advies van de betrokken Dienst- of Departementchef, voor opdrachten waarvan het bedrag lager ligt dan 67.000 EUR en voor zover het geen onderhandelingsprocedure betreft waarbij slechts één kandidaat geraadpleegd werd en voor zover het geraamde bedrag niet overschreden is;

c) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie samen met de betrokken Dienst- of Departementchef, voor opdrachten :

i) waarvan het bedrag lager ligt dan 67.000 EUR en waarbij slechts één kandidaat geraadpleegd werd indien het een onderhandelingsprocedure betreft of waarbij het geraamde bedrag overschreden is;

ii) waarvan het bedrag lager ligt dan 193.000 EUR en voor zover het geraamde bedrag niet overschreden is;

d) de Secretaris-Generaal voor opdrachten waarvan het bedrag lager ligt dan 193.000 EUR en waarbij het geraamde bedrag overschreden is en voor opdrachten waarvan het bedrag minstens 193.000 EUR bedraagt.

Art. 6. De bevoegdheid om de opdracht te gunnen, voor zover het geraamde bedrag of de geraamde budgetoverschrijding die werd toegestaan overeenkomstig artikel 1, b) niet overschreden wordt, wordt verleend aan :

a) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie voor opdrachten waarvan het bedrag lager ligt dan 22.000 EUR;

b) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie na advies van de betrokken Dienst- of Departementchef, voor opdrachten waarvan het bedrag lager ligt dan 67.000 EUR en voor zover het geen onderhandelingsprocedure betreft waarbij slechts één kandidaat geraadpleegd werd;

c) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie samen met de betrokken Dienst- of Departementchef, voor opdrachten :

i) waarvan het bedrag lager ligt dan 67.000 EUR en waarbij slechts één kandidaat geraadpleegd werd indien het een onderhandelingsprocedure betreft;

ii) waarvan het bedrag lager ligt dan 193.000 EUR;

d) de Secretaris-Generaal voor opdrachten waarvan het bedrag minstens 193.000 EUR bedraagt.

Art. 7. De bevoegdheid om de opdracht te gunnen waarvoor het door het Directiecomité goedgekeurde budget ontoereikend is of waarvoor het geraamde bedrag of de geraamde budgetoverschrijding die werd toegestaan overeenkomstig artikel 1, b), overschreden wordt, wordt verleend aan de Secretaris-Generaal, voor zover de budgetoverschrijding lager ligt dan 193.000 EUR.

Art. 8. La compétence de constater le non-respect du marché et de prendre des mesures d'office ou autres mesures dans le cadre de l'exécution du marché, est déléguée :

a) au Chef de l'Administration centrale des achats, le cas échéant sur proposition du fonctionnaire dirigeant, pour des marchés dont le montant est inférieur à 22.000 EUR;

b) au Chef de l'Administration centrale des achats, le cas échéant sur proposition du Chef de service ou de département concerné.

Art. 9. La compétence de modifier ou d'arrêter un marché est déléguée :

a) au Chef de l'Administration centrale des achats sur proposition du fonctionnaire dirigeant, pour des marchés dont le montant est inférieur à 22.000 EUR;

b) au Chef de l'Administration centrale des achats de concert avec le Chef de service ou de département concerné.

Art. 10. La compétence concernant les réceptions est déléguée :

a) au fonctionnaire dirigeant, pour des marchés dont le montant est inférieur à 22.000 EUR;

b) au Chef de service ou de département concerné.

Art. 11. La compétence de transiger :

a) est déléguée, pour autant que le montant de la transaction ne dépasse pas le montant attribué :

i) au Chef de l'Administration centrale des achats de concert avec le Chef de service ou de département concerné pour des marchés dont le montant est inférieur à 193.000 EUR;

ii) au Secrétaire général;

b) est déléguée, pour autant que le montant de la transaction dépasse le montant attribué :

i) au Chef de l'Administration centrale des achats de concert avec le Chef de département ou de service autonome concerné pour autant que ce dépassement soit inférieur à 22.000 EUR;

ii) aux membres individuels du Comité de direction après l'avis favorable du Chef du Service Stratégie et Organisation pour autant que ce dépassement soit inférieur à 193.000 EUR.

Art. 12. La compétence de retenir la caution et de débloquer entièrement ou partiellement la caution est déléguée au Chef de l'Administration centrale des achats sur proposition du Chef de service ou de département concerné.

Art. 13. Les personnes mentionnées aux articles précédents peuvent, en leur absence, se faire remplacer par un membre du personnel ou du Comité de direction de la Banque désigné par elles à cet effet, sans avoir à justifier vis-à-vis des tiers de ce remplacement.

Art. 14. Le montant de 22.000 EUR mentionné aux articles précédents correspond, au moment où cette décision a été prise, au montant en-dessous duquel les règles générales d'exécution ne sont que partiellement obligatoires (article 3 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 mentionné dans le préambule).

Le montant de 67.000 EUR mentionné aux articles précédents correspond, au moment où cette décision a été prise, au montant en-dessous duquel la procédure négociée sans publicité peut être menée (conformément à l'article 120 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 mentionné dans le préambule).

Le montant de 193.000 EUR mentionné aux articles précédents correspond, au moment où cette décision a été prise, au montant des marchés publics de fournitures et de services pour lesquels les obligations européennes de publicité s'appliquent (conformément aux articles 27, § 2 et 53, § 3 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 mentionné dans le préambule).

Si ces montants devaient changer à cause d'adaptations réglementaires, ces adaptations s'appliqueront également aux montants mentionnés dans cette décision.

Art. 8. De bevoegdheid om niet-naleving van de opdracht vast te stellen en om maatregelen van ambtswege of andere maatregelen in het kader van de uitvoering van de opdracht te nemen, wordt verleend aan :

a) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie, in voorkomend geval op voorstel van de leidende ambtenaar, voor opdrachten waarvan het bedrag lager ligt dan 22.000 EUR;

b) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie, in voorkomend geval op voorstel van de betrokken Dienst- of Departementchef.

Art. 9. De bevoegdheid om de opdracht te wijzigen of te beëindigen, wordt verleend aan :

a) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie op voorstel van de leidende ambtenaar, voor opdrachten waarvan het bedrag lager ligt dan 22.000 EUR;

b) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie samen met de betrokken Dienst- of Departementchef.

Art. 10. De bevoegdheid inzake opleveringen wordt verleend aan :

a) de leidende ambtenaar, voor opdrachten waarvan het bedrag lager ligt dan 22.000 EUR;

b) de betrokken Dienst- of Departementchef.

Art. 11. De bevoegdheid om een dading te treffen :

a) wordt, voor zover het gegunde bedrag daarmee niet overschreden wordt, verleend aan :

i) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie samen met de betrokken Dienst- of Departementchef voor opdrachten waarvan het bedrag lager ligt dan 193.000 EUR;

ii) de Secretaris-Generaal;

b) wordt, voor zover het gegunde bedrag daarmee overschreden wordt, verleend aan :

i) de Chef van de Centrale Aankoopadministratie samen met de betrokken Departementchef of Chef van de autonome dienst, voor zover deze overschrijding minder dan 22.000 EUR bedraagt;

ii) de individuele leden van het Directiecomité, na gunstig advies van de Chef van de dienst Strategie en Organisatie, voor zover deze overschrijding minder dan 193.000 EUR bedraagt.

Art. 12. De bevoegdheid om een borgtocht in te houden en een gestelde borgtocht geheel of gedeeltelijk vrij te geven wordt verleend aan de Chef van de Centrale Aankoopadministratie op voorstel van de betrokken Dienst- of Departementchef.

Art. 13. De personen vermeld in de voorgaande artikelen kunnen zich, bij hun afwezigheid, laten vervangen door een werknemer of een lid van het Directiecomité van de Bank door hen daartoe aangeduid, zonder deze vervanging tegenover derden te moeten rechtvaardigen.

Art. 14. Het bedrag van 22.000 EUR vermeld in de voorgaande artikelen stemt op het moment dat dit besluit genomen is overeen met het bedrag waaronder de algemene aannemingsvoorwaarden slechts gedeeltelijk verplicht van toepassing zijn (artikel 3 van het in de aanhef vermelde koninklijk besluit van 26 september 1996).

Het bedrag van 67.000 EUR vermeld in de voorgaande artikelen stemt op het moment dat dit besluit genomen is overeen met het bedrag waaronder de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking kan gevoerd worden (overeenkomstig artikel 120 van het in de aanhef vermelde koninklijk besluit van 8 januari 1996).

Het bedrag van 193.000 EUR vermeld in de voorgaande artikelen stemt op het moment dat dit besluit genomen is overeen met het bedrag van overheidsopdrachten voor leveringen en diensten waarbij de Europese bekendmakingsverplichtingen gelden (overeenkomstig de artikelen 27, § 2 en 53, § 3 van het in de aanhef vermelde koninklijk besluit van 8 januari 1996).

Indien deze bedragen ten gevolge van reglementaire aanpassingen zouden wijzigen, worden deze aanpassingen eveneens toegepast op de bedragen vermeld in dit besluit.

Art. 15. La présente décision ne modifie pas les règles de répartition interne des compétences fixées par le Comité de direction.

Art. 16. Les montants indiqués dans la présente décision s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 17. Cette décision entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et remplace la décision du 19 juillet 2005 du Comité de direction de la Banque relative à la délégation de compétences en matière de passation et d'exécution de marchés, telle que modifiée par la décision du 17 novembre 2009.

Bruxelles, le 28 juin 2011.

Pour le Comité de direction :

Le Gouverneur,
L. COENE

Art. 15. Dit besluit laat de door het Directiecomité vastgestelde regels van interne bevoegdheidsverdeling onverlet.

Art. 16. De in dit besluit vermelde bedragen zijn exclusief de belasting over de toegevoegde waarde.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en vervangt het besluit van 19 juli 2005 van het Directiecomité van de Bank betreffende de overdracht van bevoegdheden inzake de gunning en de uitvoering van opdrachten, zoals gewijzigd door het besluit van 17 november 2009.

Brussel, 28 juni 2011.

Voor het Directiecomité :

De Gouverneur,
L. COENE

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2011/203691]

Sélection comparative francophone de spécialistes informatique systèmes et réseaux (m/f) (niveau A2) pour le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie (AFG10069)

Une liste de 5 lauréats maximum, valable deux ans, sera établie après la sélection.

Il est établi également une liste spécifique des personnes handicapées lauréates. Les personnes handicapées reprises dans la liste spécifique gardent le bénéfice de leur classement sans limite de temps.

Conditions d'admissibilité :

1. Diplômes requis à la date limite d'inscription :

- diplôme de base de 2^e cycle (p.ex. licencié/master, ingénieur...) délivré dans une qualification informatique, sciences de l'ordinateur ou électronique par une Université ou une Haute Ecole belge.

Et minimum deux ans d'expérience professionnelle pertinente dans l'ensemble des domaines suivants :

- expérience de la structure du domaine (AD2003, AD2008);
- architecture réseau (protocoles, tcp/ip, télécommunication, hardware et software, monitoring) et d'os de serveurs (Windows 2003, Windows 2008, linux);
- expérience avec MS SQL2000, MS SQL2005, MS SQL 2008;
- expérience avec MS clustering, MS IIS;
- Expérience avec les outils utilisés dans un "Internet Access Street" (firewall, proxy servers, intrusion detection).

Ou

2. Diplômes requis à la date limite d'inscription :

- diplôme de l'enseignement supérieur de type court (formation de base d'un cycle, p.ex. : graduat, bachelier professionnalisant) de plein exercice ou de promotion sociale;
- diplôme de candidat/bachelier de transition délivré après un cycle d'au moins deux années d'études;
- certificats attestant la réussite des deux premières années d'études de l'Ecole royale militaire;
- diplôme de l'enseignement maritime de cycle supérieur ou de l'enseignement artistique ou technique supérieur du 3^e, 2^e ou 1^{er} degré de plein exercice;
- diplôme de géomètre-expert immobilier, de géomètre des mines ou diplôme d'ingénieur technicien;
- attestation de réussite de la 6^e année d'enseignement secondaire ou certificat de qualification de 6^e année de plein exercice;

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2011/203691]

Vergelijkende selectie van Franstalige informaticaexperts in domein systemen en netwerk (m/v) (niveau A) voor de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie (AFG10069)

Na de selectie wordt een lijst met maximum 5 geslaagden aangelegd, die twee jaar geldig blijft.

Er wordt ook een bijzondere lijst opgesteld van de personen met een handicap die geslaagd zijn. De personen met een handicap die zijn opgenomen in de bijzondere lijst, blijven hun rangschikking behouden zonder beperking in de tijd.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Vereiste diploma's op de uiterste inschrijvingsdatum :

- diploma van basisopleiding van de 2e cyclus (b.v. licentiaat/master, ingenieur...) behaald in een afdeling informatica, computerwetenschappen of elektronica uitgereikt door een Belgische universiteit of Hogeschool.

En minimum twee jaar relevante professionele ervaring in alle onderstaande domeinen :

- ervaring met windows domein architectuur (AD2003 en AD2008);
- netwerkarchitectuur (protocols, tcp/ip, telecommunicatie, hardware software, monitoring) en server operating systemen (windows 2003, windows 2008, linux);
- ervaring met Microsoft SQL 2000, 2005 en 2008;
- ervaring met Microsoft clustering en Microsoft internet information services;
- ervaring met componenten en systemen die deel uitmaken van een "internet access street" (firewalls, proxy servers, intrusion detection, load balancers).

Ofwel

2. Vereiste diploma's op de uiterste inschrijvingsdatum :

- diploma van het hoger onderwijs van het korte type (basisopleiding van één cyclus, b.v. : graduaat, professionele bachelor) met volledig leerplan of voor sociale promotie;
- diploma van kandidaat/academische bachelor uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie;
- getuigschrift na het slagen voor de eerste twee studie jaren van de Koninklijke Militaire School;
- diploma van zeevaartonderwijs van de hogere cyclus of van hoger kunst- of technisch onderwijs van de 3^e, 2^e of 1^e graad met volledig leerplan;
- diploma van meetkundig schatter van onroerende goederen, van mijnmeter of van technisch ingenieur.
- getuigschrift uitgereikt na het slagen "met vrucht" van een zesde leerjaar of kwalificatiegetuigschrift van dit zesde leerjaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan;